



attac

# Le Courriel d'information

n°341 – Mardi 18 juin 2002.

## ÇA SUFFIT !

### Dans ce numéro

#### 1. ATTAC España devant l'appel à la grève générale (Par Coordination ATTAC España)

Nous, travailleurs espagnols et européens, devons nous souvenir que nous avons une dette envers le tiers-monde, sa pauvreté assure notre richesse et toute action juste passe par le fait de ne jamais l'oublier dans nos revendications et par l'exigence de mesures qui donnent aux citoyens et aux citoyennes du tiers monde une vie digne et des droits au changement, à la liberté et à la démocratie qui leur font défaut. Pour eux aussi se tient le contre-sommet du 22 juin, pour aussi doit se tenir la grève du 20 juin. ATTAC España soutient l'appel syndical à la grève générale pour le 20 juin et appelle ses militants et les citoyens(nes) à se mobiliser pour manifester pendant cette journée, d'une voix forte et claire, son «ça suffit !».

#### 2. La spirale infernale (Par Julio Sevares)

Dans son récent exposé devant le Conseil des Amériques, la numéro deux du FMI, Anne Krueger, a soutenu : « Bien que la chute de l'activité économique a été commune au nord et au sud, les réponses politiques ont été nécessairement différentes. Les Etats-Unis et le Canada ont adopté des politiques monétaires et fiscales de plus en plus expansionnistes pour appuyer une reprise rapide. La majorité des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes ont en revanche été contraints d'adopter des politiques d'austérité en raison de la faiblesse de leurs finances publiques »

#### 3. Annulation de dette : la méthode française ne convainc pas (Par CADTM France)

Le Club de Paris, formé par 19 Etats créanciers (Europe, USA, Canada, Japon, Russie), est chargé de renégocier en toute opacité la dette bilatérale publique des pays ayant des difficultés de remboursement. Il détient près de 30% du stock de la dette du Tiers Monde. Il intervient après que le pays en situation précaire s'est engagé dans une politique ultralibérale, imposée par le FMI. (voir aussi appel à manifester devant le Club de Paris le 19 juin.)

#### 4. Les pantins de politiques décidées ailleurs-2 (Par Alain Saumon)

Entretien avec Adolfo Pérez Esquivel. Argentin, prix Nobel de la paix en 1980. Nous faisons partie du Front national contre la pauvreté, le FRENAPO. C'est un front multi-sectoriel, qui a fait des propositions concrètes sur la nécessité de donner à chaque famille une formation et un emploi. Avant la dévaluation nous avons chiffré les besoins à 360 dollars par famille et par mois. De plus nous proposons d'aider les moins de 18 ans à poursuivre leurs études. C'était un projet d'habilitation au travail et de reprise économique.

#### 5. Le Commerce des services publics. Qui a commencé ? (Par Stefano Costa et Claudio Portugalli)

"45 millions de citoyens US ne sont couverts par aucune assurance maladie, la privatisation des prisons est une catastrophe : Nous ne voulons pas que notre société glisse comme celle des USA vers un modèle dominé par la seule logique du profit.". Conte moderne : « Il sera une fois » un jour quelconque de 2010 dans une ville italienne quelconque. (...) Rappel: Genève manifestation le 29 juin: voir fin de l'article.

#### 6. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

#### ATTAC España devant l'appel à la grève générale

Par Coordination ATTAC España  
Traduction. Traducteurs bénévoles  
[coeditrad@attac.org](mailto:coeditrad@attac.org) (\*)

La conférence territoriale d'ATTAC soutient l'appel des centrales syndicales CC.OO et UGT à

la grève générale, convaincue que l'action est juste, et considérant que l'heure est venue de dire assez à tant de dérégulations et de pertes de droits.

La pensée unique est en train de démonter à pas de géant l'Etat du Bien-être. En se basant sur le discours de la libéralisation, on prétend en réalité favoriser uniquement les puissants.



attac

Les dernières mesures approuvées par le gouvernement (réforme de l'IRPF, réforme du travail en 2001, loi de qualité de l'enseignement, etc.) approfondissent une politique socio-économique orientée vers le transfert d'argent public aux entreprises, vers l'augmentation des inégalités sociales, ce qui a pour effet d'affaiblir la solidarité sociale. Il s'agit d'un modèle qui, loin de promouvoir la coopération et la participation sociale au nom du bien-être collectif, augmente la coercition sur les secteurs sociaux les plus vulnérables, criminalise les victimes que génère ce même modèle, et augmente les possibilités d'exclusion et de marginalisation sociale.

La dictature des marchés qui nous opprime a besoin de travailleurs bien qualifiés sans droit, sans coût social, avec des contrats poubelles et des licenciements gratuits, et pour ceci il est nécessaire de liquider les syndicats de classe.

Une association comme ATTAC (association pour une taxe sur les transactions financières et pour l'aide aux citoyens) ne peut rester impassible face au décret du gouvernement Aznar qui non seulement affaiblit les procédures de la démocratie formelle mais en plus fait partie de l'offensive contre les modèles européens et des obstacles à l'Europe sociale. Aznar et Berlusconi, avec la complicité de Blair, jouent un rôle fondamental dans tout cela.

Face à l'offensive libérale, ce furent d'abord les travailleurs italiens, et ce sont maintenant les travailleurs espagnols qui doivent démontrer qu'ils ne sont pas disposés à se laisser arracher des acquis sociaux.

Cette grève est basée sur la composante solidarité. Durant des années, les syndicats et les partis de gauche classique n'ont pas exercé la pédagogie de la solidarité et de l'opposition frontale à la pensée unique. Pour ATTAC il est fondamental d'exercer une fonction éducative et d'informer clairement sur les objectifs poursuivis par les gouvernements libéraux et les grands marchés. Il ne s'agit pas seulement d'en finir avec les subventions agricoles ou de diminuer le coût des licenciements, il s'agit de ruiner les droits démocratiques et sociaux et d'imposer un monde égoïste et injuste, étant donné que ce qui reste de l'Etat social représente pour eux un obstacle.

Nous croyons que l'Espagne et Séville peuvent donner aux puissants une mauvaise image, et pourvu qu'avec la manifestation du 22 juin en

parallèle, nous donnions une image magnifique aux majorités du monde, aux travailleurs, aux exclus, aux chômeurs, aux travailleurs européens, aux immigrants, aux femmes opprimées, aux jeunes sans avenirS

Ils verront tous comment, de façon décidée et multicolore, nous disons stop à tant d'abus et combien nous sommes nombreux à croire qu'un autre monde est possible.

Mais nous pensons aussi que ce n'est pas avec un jour de grève (le 20 juin) et un contre-sommet que nous arrêterons les mesures néolibérales prises pour favoriser la spéculation financière et pour en finir avec l'Etat du Bien-Être et les droits des travailleurs. Il n'y a qu'avec l'action citoyenne poursuivie jour après jour que nous parviendrons à freiner les politiques libérales et que nous arriverons à récupérer les espaces de décisions politiques des Démocraties, en somme la récupération de la politique, de la citoyenneté et de l'opinion publique aux nouvelles tables de la loi selon le FMI~:

Les nouvelles tables de la loi

Les dix commandements d'antan se réduisent maintenant à quatre selon le FMI:

1. privatisation
2. libéralisation du marché des capitaux
3. prix régulés uniquement par le marché (y compris dans la santé, l'éducation, la culture)
4. libre-échange pour toutes les marchandises (y compris, cela va de soi, des travailleurs)

Nous, travailleurs espagnols et européens, devons nous souvenir que nous avons une dette envers le tiers-monde, sa pauvreté assure notre richesse et toute action juste passe par le fait de ne jamais l'oublier dans nos revendications et par l'exigence de mesures qui donnent aux citoyens et aux citoyennes du tiers monde une vie digne et des droits au changement, à la liberté et à la démocratie qui leur font défaut. Pour eux aussi se tient le contre-sommet du 22 juin, pour aussi doit se tenir la grève du 20 juin.

Pour tout ceci, ATTAC España soutient l'appel syndical à la grève générale pour le 20 juin et appelle ses militants et les citoyens(nes) à se mobiliser pour manifester pendant cette journée, d'une voix forte et claire, son «ça suffit !».

Nous qui croyons qu'un autre monde est possible, devons nous mobiliser en faveur de tout ce à quoi nous croyons, refuser aujourd'hui



attac

la loi décret, et demain tout ce qui prétendra aller dans cette direction, en nous efforçant de créer des alternatives, en suivant le sillage que laissent des événements comme le forum social mondial de Porto-Alegre.

ATTAC España

### **La spirale infernale**

Par Julio Sevares. Economiste, journaliste et Coordinateur du Conseil Scientifique ATTAC Argentina

Argentine – FMI : faites ce que je dis, pas ce que je fais. Telle est la recette du gouvernement des Etats-Unis et du FMI pour l'Argentine et le reste de Amérique Latine.

Dans son récent exposé devant le Conseil des Amériques, la numéro deux du FMI, Anne Krueger, a soutenu : « Bien que la chute de activité économique a été commune au nord et au sud, les réponses politiques ont été nécessairement différentes. Les Etats-Unis et le Canada ont adopté des politiques monétaires et fiscales de plus en plus expansionnistes pour appuyer une reprise rapide. La majorité des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes ont en revanche été contraints d'adopter des politiques d'austérité en raison de la faiblesse de leurs finances publiques ».

En effet, immédiatement après les attentats du 11 septembre, le gouvernement des Etats-Unis et ceux des autres pays industrialisés ont dépensé des sommes importantes pour contrecarrer la récession que l'événement aurait pu provoquer au sein d'économies déjà fragilisées. Les Etats-Unis, qui s'efforçaient alors de maintenir leur équilibre budgétaire, ont abandonné le projet pour privilégier la relance de l'économie. Dans sa dernière parution, le World Economic Outlook du FMI reconnaît le rôle de la stimulation fiscale dans la reprise économique et considère que cette stimulation doit diminuer dans la mesure où la reprise est effective. Cependant, dans son édition du 20 avril dernier, The Economist soutient que « l'histoire récente ne permet pas de prétendre à la pertinence des nombreux allègements fiscaux : les dépenses discrétionnaires dans le secteur de la défense commençaient à augmenter rapidement bien avant la guerre contre le terrorisme. Républicains comme démocrates se sont déjà entendus officieusement sur des plafonds plus hauts pour le budget de l'année prochaine. »

La voie du pire

Au cours des dernières années, les gouvernements argentins firent un choix différent : amenés à se prononcer entre parachever l'orthodoxie budgétaire ou s'extirper de la récession, ils ont choisi la première option, avec des conséquences désastreuses. Les résultats obtenus ainsi constituent un élément indispensable pour imaginer quelles pourraient être les conséquences d'un futur ajustement budgétaire. En décembre 1999, l'Alliance hérita du gouvernement de Menem une économie en récession et un déficit public de 2,6 % du PIB. Le gouvernement, allant à l'encontre de ses promesses électorales, appliqua une politique orthodoxe en augmentant les impôts des classes moyennes et en diminuant les salaires des fonctionnaires.

Le gouvernement soutenait que l'ajustement raviverait la confiance des investisseurs, ce qui contribuerait à relancer l'économie, mais ce fut tout le contraire qui arriva. L'économie, qui se redressait progressivement depuis août 1999, s'effondra et, avec elle, les recettes publiques. Les autorités reconnurent le danger et annoncèrent un plan de constructions afin de réactiver l'économie, qui ne fut pas mené à terme à cause de l'activité et des recettes qui continuaient de chuter. En 2000, les dépenses publiques furent réduites de 3%, mais les recettes tombèrent de 5%, alors que le paiement des intérêts de la dette grimpa de 18%. Le déficit des comptes publics augmenta de 42%. Comme conséquence de la politique d'austérité, le PIB chuta de 2,4%. A la suite du passage bref et manqué de Ricardo Lopez Murphy et de son programme ultra orthodoxe, Domingo Cavallo revint au Ministère de l'Economie. Le fonctionnaire promit un changement de stratégie avec une politique de relance qui jamais ne se matérialisa. L'économie et l'état des comptes publics continuèrent de se dégrader, jusqu'à s'effondrer fin 2001.

Cette année-là, à cause de la hausse des intérêts de la dette publique, les dépenses de l'Etat augmentèrent de 4%, alors que, compte tenu de la récession, les recettes descendaient de 5%. Le déficit du secteur public national augmenta de 57%, dépassant 3% du PIB. A la fin 2001, le secteur public était en faillite.

Le gouvernement de Eduardo Duhalde Remes Lenicov entra en fonction avec la promesse d'un changement de stratégie privilégiant les intérêts du secteur productif. Cependant, c'est très rapidement qu'il commença à faire machine



attac

arrière et à impulser, en accord avec le radicalisme, une nouvelle fois l'orthodoxie budgétaire. La discipline est dans un tel cas inévitable par le simple fait que l'Etat ne compte sur des financements ni internes ni externes. Le Gouvernement possédait l'option de rechercher l'équilibre en élargissant la base fiscale et en recueillant les bénéfices de la dévaluation. Mais il choisit l'alternative de l'ajustement qui alimenta la spirale implosive de la récession et la chute du recouvrement : durant les quatre premiers mois, le recouvrement total de l'impôt chuta de 17% et celui de la TVA de 32% comparativement à la même période de l'année passée. La nouvelle administration, répondant aux exigences du FMI, laissa en outre flotter le taux de change, sans pouvoir compter sur des réserves pour le contrôler, lequel décrocha du dollar et généra un coût public faramineux en matière de compensations aux endettés, épargnants et au système financier. D'un autre côté, elle décida de mettre en oeuvre de manière retardée et partielle des restrictions aux exportations, l'unique instrument qui permet de payer l'impôt pour les bénéficiaires directs de la dévaluation, et de réduire parallèlement son impact sur les prix. Ce dernier élément est important en matière fiscale puisque l'inflation fait fondre les revenus de la population, avec pour conséquence l'effondrement de leur capacité de recouvrement.

Il a été décidé, en fin de compte et en réponse à l'orthodoxie monétaire, de limiter l'émission de bons provinciaux, ce qui contribuerait à réduire le pouvoir d'achat des provinces et la consommation, qui constitue 80 % du PIB et la principale source de recouvrement des impôts directs et indirects.

Julio Sevares  
Contact pour cet article. Secrétariat d'ATTAC  
Argentina [argentina@attac.org](mailto:argentina@attac.org)

### **Annulation de dette : la méthode française ne convainc pas**

Par CADTM France

L'initiative PPTTE, qui ne concerne que 42 pays très pauvres et très endettés, vise simplement à annuler la part de leur dette qui la rend insoutenable, sans chercher à libérer leur développement. Ils continuent à rembourser des sommes considérables, au vu du dénuement de leurs populations. En complément de cette initiative largement insuffisante, certains pays riches ont décidé l'annulation des créances d'Aide Publique au Développement (APD). Pour

ce faire, la France opte pour un mécanisme qui lui est propre : le refinancement par don.

Il prévoit la signature d'un "contrat de désendettement-développement" (C2D) pour une durée de trois ans avec les gouvernements des pays bénéficiaires. Il s'agit de décider où seront investies les sommes libérées par les annulations de dette françaises. Un Comité d'orientation et de suivi, co-présidé par l'ambassadeur de France et le gouvernement local, choisit les programmes et suit leur application, officiellement "en pleine association de la société civile".

Après l'entrée en vigueur du C2D, le pays bénéficiaire rembourse le service de sa dette au Trésor français qui transfère alors une somme équivalente au Trésor du pays bénéficiaire, destinée à financer les projets décidés conjointement.

Dix-neuf pays sont concernés, dont neuf pour des montants supérieurs à 50 millions d'euros (Cameroun, Côte d'Ivoire, Congo, Mozambique, Mauritanie, Guinée, Madagascar, Burundi, RDC). Les trois premiers le sont pour des montants vraiment conséquents.

En procédant ainsi, la France entend surveiller l'utilisation des sommes libérées. Mais nous formulons de nombreuses objections :

- Il ne s'agit pas d'une annulation de dette car le lien entre créancier et débiteur n'est pas rompu. Au contraire, de nouvelles conditionnalités sont définies, entraînant la mise sous tutelle d'une partie du budget des pays débiteurs.

- La France insinue par ce dispositif que le pays débiteur est seul responsable de son surendettement alors que l'aide liée et le clientélisme l'expliquent en grande partie.

- Par souci de facilité, le Comité de suivi pourrait choisir les projets présentés par la partie française, qui seront souvent mieux ficelés, au détriment des acteurs locaux, pourtant essentiels.

- La mise en place des premiers C2D (Mozambique, Mauritanie, Cameroun) se révèle chaotique et la participation de la société civile à peine ébauchée.

- Le reversement au pays bénéficiaire est scandaleusement assimilé à un don d'APD, et pourrait se substituer à une aide existante. Les annulations de dettes doivent donc absolument



attac

s'accompagner d'une augmentation du budget de l'APD dans les mêmes proportions, ce qui n'est pas le cas pour l'instant.

- Enfin, le refinancement par don est également un mécanisme de domination puisqu'il peut s'interrompre à tout moment, si le pays bénéficiaire n'est plus aussi docile.

Pour toutes ces raisons, nous allons continuer d'être très vigilants sur cette démarche spécifiquement française.

Sylvie Bourinet

Devant le Club de Paris

Le Club de Paris, formé par 19 Etats créanciers (Europe, USA, Canada, Japon, Russie), est chargé de renégocier en toute opacité la dette bilatérale publique des pays ayant des difficultés de remboursement. Il détient près de 30% du stock de la dette du Tiers Monde. Il intervient après que le pays en situation précaire s'est engagé dans une politique ultralibérale, imposée par le FMI.

Rendre compte des sessions du Club de Paris n'est pas facile. Car les enjeux sont dissimulés derrière une multitude de termes techniques. Essayons d'y voir plus clair sur un exemple.

En mai 2002, le Ghana est passé devant le Club de Paris, cinq mois seulement après le passage précédent (ce qui interroge sur l'efficacité véritable de ces sessions...).

Sur les 207 millions de dollars (M\$) dus par le Ghana aux créanciers du Club de Paris entre février et novembre 2002, la session de mai 2002 n'a concerné que 160 M\$. Il a été décidé une annulation immédiate de 90 M\$ et le rééchelonnement sur une longue période de 70 M\$.

Cependant, la dette du Ghana envers le Club de Paris est estimée à 1,8 milliard (Mds) \$ sur une dette totale de 7 Mds \$. L'annulation équivaut donc à seulement 1,2% de cette dette totale.

L'accord signé apporte certes un peu d'oxygène financier immédiat mais ne règle en rien le problème de l'endettement à long terme du Ghana. Partout dans le monde, cette situation n'a que trop duré. Seule une annulation massive de la dette serait de nature à offrir aux pays en développement des moyens sérieux de combattre la pauvreté et de préparer l'avenir.

Contact pour cet article. CADTM France  
[france@cadtm.org](mailto:france@cadtm.org)

Rappel.

En France semaine d'actions sur la dette du 17 au 23 juin. Rassemblement devant le Ministère des Finances et le Club de Paris mercredi 19 juin 2002 à 17h30 place du Bataillon du Pacifique à l'angle du Bd de Bercy et de la rue de Bercy - Métro Bercy (ligne 6 ou 14)

Contact pour ces mobilisations. Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) 4, rue Jean Lantier - 75001 Paris - Tél. : 0144828153 - Fax : 0144828145 E-mail : [dette@ccfd.asso.fr](mailto:dette@ccfd.asso.fr) - Site internet : [www.dette2000.org](http://www.dette2000.org)

## Les pantins de politiques décidées ailleurs-2

Par Alain Saumon

" Les peuples ont cessé d'être spectateurs "

Entretien avec Adolfo Pérez Esquivel. Argentin, prix Nobel de la paix en 1980  
Washington, jeudi 18 avril 2002.

A.S. : Quels sont les problèmes quotidiens des Argentins ces derniers mois ?

A.P.E. : Nous vivons actuellement de très grandes turbulences économiques et sociales. Les valeurs traditionnelles de la société sont aussi très bousculées mais on assiste à des réponses très fortes du peuple face à la politique du gouvernement : assemblées populaires, mobilisation des " piqueteros " (chômeurs), organisations relatives aux droits humains, etc. Le mouvement étudiant a repris récemment, après les vacances d'été [l'Argentine est dans l'hémisphère sud] à l'Université de Buenos Aires où j'enseigne. Il y a une forte mobilisation des étudiants et des professeurs face à la grave crise sociale, politique et économique. Le phénomène le plus frappant et le plus fort c'est la voix, le " cri ", du peuple qui demande à tous les politiciens de partir, qui se rend aussi à la Cour suprême en tapant sur des casseroles (" cacerolazos ") et demande le départ de tous les juges.

Les organisations sociales et les assemblées populaires sont devenues très inventives. Elles ont lancé par exemple les clubs de troc. Il n'y a pas d'argent alors on fonctionne avec des bons en échange de services ou de marchandises : on peut apporter des choses qu'on a chez soi, on reçoit en échange un bon qui sert à son tour à





attac

obtenir de l'huile, du sucre, des pâtes, etc. Actuellement, il y a environ 1500 clubs de troc en Argentine. On voit apparaître beaucoup d'initiatives d'économie solidaire : les assemblées achètent en commun, en gros, en éliminant les intermédiaires, et préparent des paquets d'aliments ou d'autres produits, ce qui revient très bon marché et permet aux membres de chaque assemblée de survivre malgré la grave crise économique.

Le gouvernement est complètement soumis aux injonctions des Etats-Unis et du Fonds monétaire international (FMI). Il y a actuellement une mission du FMI en Argentine. Nous avons obtenu, il y a deux jours, une réunion d'une heure avec la délégation du FMI, à la Banque centrale. J'étais avec Nora Cortiñas [porte-parole des Mères de la Place de Mai], le président de la confédération des petits entrepreneurs industriels, un avocat de Diálogo 2000, un Indien et deux autres représentants. Ce qu'impose le Fonds c'est l'élimination de l'état d'exception économique, la diminution du budget des provinces de 600 millions de dollars, le paiement du service de la dette et bien d'autres mesures inadaptées. Cela va provoquer de très nombreux licenciements et imposer une baisse des salaires minimaux, qui ne sont d'ailleurs souvent même plus payés. Les pressions du FMI sur le gouvernement sont multiples : on sait par exemple qu'il exerce de fortes pressions pour que la délégation argentine vote contre Cuba à la Commission des Droits de l'Homme à Genève, ce sont des diktats, l'Equateur en pâtit également.

Tout comme à l'époque de Fernando de la Rúa, le président dont le peuple s'est débarrassé à force de cacerolazos, c'est un cercle restreint de financiers qui gouverne : après la fuite des grands capitaux, le gouvernement a gelé les avoirs de tous les épargnants dans les banques. 300 dollars par personne et par semaine, on ne peut pas retirer davantage, on ne peut donc ni construire, ni produire. La seule exception c'était, jusqu'à cette semaine, pour acheter une voiture, un appartement ou une maison. Il y a un très profond malaise et les manifestations populaires continuent, les marches des piqueteros aussi. Les enseignants manifestent également depuis la forte diminution du budget de l'Education. Le gouvernement veut pallier les problèmes avec des systèmes d'assistance, en donnant 150 pesos (50 \$) par mois et par famille, ce qui est très insuffisant : il n'y a ni production, ni travail, c'est une aumône qui n'a rien à voir avec le travail. Ce que réclament les gens c'est du travail.

L'augmentation de la pauvreté, la classe moyenne de plus en plus appauvrie, le nombre croissant de garçons et de filles dans la rue, etc., entraînent une répression policière forte. Ce qui fait confondre sécurité avec augmentation des effectifs policiers et de répression. Certes, face à la détérioration sociale, économique et politique, les délits se multiplient, il y a plus de violence, d'insécurité, mais parallèlement aucun projet pour changer le système et créer des postes de travail n'est avancé. L'unique réponse est répressive.

Nous faisons partie du Front national contre la pauvreté, le FRENAPO. C'est un front multi-sectoriel, qui a fait des propositions concrètes sur la nécessité de donner à chaque famille une formation et un emploi. Avant la dévaluation nous avions chiffré les besoins à 360 dollars par famille et par mois. De plus nous proposons d'aider les moins de 18 ans à poursuivre leurs études. C'était un projet d'habilitation au travail et de reprise économique. Le gouvernement de Duhalde a tout abandonné. J'ai discuté deux heures avec Duhalde, à sa demande. Je lui ai parlé des alternatives économiques et aussi du grave problème de la dette extérieure. Je lui ai demandé de prendre le problème à bras le corps et, sans déclarer que nous ne payerions pas la dette, de porter la question devant la Cour de La Haye pour avis consultatif sur les parties légitimes et illégitimes de cette dette.

A.S. : Est-ce que le président Duhalde continue à payer la dette ? Est-ce qu'il a évoqué le jugement " Alejandro Olmos " ?

A.P.E. : Oui, il continue à payer. Malheureusement. C'est un gouvernement qui obéit aux diktats, aux politiques du FMI et des Etats-Unis. Les Etats-Unis lui disent de voter contre Cuba, il obéit. Ils lui ordonnent de promulguer une loi sur la faillite de l'Etat, il obéit. Députés et sénateurs sont complices, le parlement entérine ce que fait le gouvernement.

Olmos est un avocat qui a fait un procès pour déterminer la responsabilité de la dictature quant à la dette argentine ; le procès a duré 18 ans et Olmos est mort avant que le juge n'ait prononcé la sentence. Un jugement a pourtant été prononcé en juillet 2001, qui donne raison à Olmos. Le juge a enjoint la chambre des Députés et des Sénateurs à mener une enquête sur les irrégularités liées à la dette. Mais depuis deux ans, rien n'a été fait. Il y a une grande complicité au plus haut niveau, c'est pourquoi le peuple demande le départ des politiciens : car ils



attac

sont complices et corrompus. Personne n'entre chez toi si tu n'ouvres pas la porte, sauf les cambrioleurs, à moins que des complices n'ouvrent la porte pour que ta maison soit mise à sac.

A.S. : Quelle peut-être l'issue d'une telle situation ? L'emploi de la force par l'armée argentine ? Des manœuvres plus opaques dans le cadre du " Plan Colombie " ?

A.P.E. : Des choses graves se sont passées et se passent encore en Argentine. Par exemple, en 2000, sous le gouvernement de la Rúa, le pouvoir exécutif a demandé au parlement d'autoriser l'entrée de troupes étrangères dans le pays. Une des hypothèses d'ennemi potentiel était les organisations populaires ou sociales et les organismes non gouvernementaux. Cela signifie que pour les forces armées, l'ennemi potentiel est à nouveau le peuple. La demande d'autorisation pour l'exercice était signée, avec l'approbation du président de la Rúa, par les ministres du gouvernement, dont bien sûr le ministre de la Défense, le chef de cabinet du président et le chancelier. Le parlement n'a pas donné son aval mais en août 2000, malgré ce refus, sous commandement des Etats-Unis, des troupes de tous les pays latino-américains, sauf de Cuba et du Venezuela, sont entrées en Argentine. C'est la politique hégémonique des Etats-Unis en Amérique latine, en droite ligne de la doctrine de la sécurité nationale et dans le cadre du Plan Colombie. Tout a été payé au Pentagone et au Département d'Etat américain par le gouvernement argentin : ces manœuvres militaires ont coûté deux millions et demi de dollars. En 2001, de nouvelles manœuvres ont eu lieu, avec des troupes des mêmes pays, toujours sous commandement étasunien ; cette fois l'objectif était la province de Salta, à la frontière bolivienne, toujours dans le cadre du Plan Colombie, pour la militarisation et la répression. Il y a des bases militaires américaines en Argentine, à Bariloche, Sarate, Misiones, Salta, mais aussi au Brésil, en Equateur, au Pérou, etc. L'objectif ? L'hégémonie politique et économique sur le continent. Dans cette optique on utilise aussi la dette extérieure comme mécanisme de contrôle et de domination militaires : l'Equateur s'est ainsi vu contraint de céder la base de Manta pour le Plan Colombie. Le Commandant en chef de l'armée colombienne a indiqué que cette base allait servir à cette fin, c'est très clair dans plusieurs documents et déclarations.

En contrôlant les armées latino-américaines, les Etats-Unis accélèrent l'entrée du sous continent

dans la zone de libre échange des Amériques (ZLEA). La ZLEA sonnera le glas les marchés communs régionaux : le Mercosur, le marché andin, le marché caraïbe et le marché commun d'Amérique centrale. Ceci va accroître les tensions sociales et entraîner un contrôle policier et militaire omniprésent, d'où le système répressif installé sur tout le continent.

Les Etats-Unis s'apprêtent à provoquer un nouveau Vietnam en Colombie avec l'intervention de troupes latino-américaines et cela leur servira à contrôler le reste des pays. Les morts seront des soldats latino-américains, pas étasuniens pour ne pas répéter l'erreur du Vietnam. Des soldats latino-américains vont se battre en Colombie contre des Colombiens ! Les Etats-Unis commanderont.

A.S. : Les analyses et la recherche d'alternatives, en commun, par des organisations non gouvernementales du Nord et du Sud, peuvent quand même favoriser l'émergence d'une cohésion, d'un front de refus et de résistances. Les médias latino-américains donnent-ils un écho sincère du FSM (Forum Social Mondial) de Porto Alegre ou de ce qui se passe dans la société civile en Amérique latine ?

A.P.E. : Je crois à la capacité de résistance des peuples dans toute l'Amérique latine, par exemple le FSM de Porto Alegre est un de ces nouveaux phénomènes sociaux, politiques et économiques, une recherche d'alternatives. Mais cette force sociale (sauf au Brésil avec le Parti des Travailleurs) n'est pas structurée comme force politique. Il n'y a pas de construction politique, pas de projet de gouvernance, de contrôle de la gestion pour un projet politique viable. Ce sont des mouvements sociaux suscités par la nécessité de survivre, de s'organiser, mais sans unité politique et c'est là leur faiblesse. Bien sûr les mouvements sociaux du Nord et du Sud peuvent s'entraider.

Le rôle des médias est effectivement très important. La presse " canaille " [menteuse] est dominante. Radios, télévisions et journaux sont contrôlés par des multinationales financières. CNN, par exemple, joue un grand rôle dans l'information diffusée dans notre pays. L'information est partielle ou dénaturée, manipulée. L'exemple du Venezuela est éloquent : la presse " canaille " a déguisé la vérité, elle a attribué les morts au gouvernement de Chavez et non à Carmona. Le problème c'est le pourquoi du coup d'Etat contre Chavez : il y a eu toute une campagne de presse, cruelle, pour déconsidérer Chavez et créer un climat



attac

d'animosité. Chavez a commis des erreurs qu'il doit corriger, c'est certain, mais quand un pays veut sortir de l'orbite de domination des Etats-Unis, de leur pensée unique, ils essayent de le détruire. C'est surtout ça qui a compté. Détruire le gouvernement de Chavez est un de leurs objectifs, et leur gouvernement a été mêlé à l'organisation du coup d'Etat. L'alliance entre militaires et entrepreneurs a toujours existé, mais ce qui est curieux cette fois, c'est d'avoir mis un patron et non un militaire à la tête de la junte. Carmona appartient à la même famille que les Pérez Carmona en Argentine, détenteurs de vastes intérêts au Venezuela, essentiellement dans le pétrole. Curiosité ou coïncidence ?

Lors de ce coup d'Etat, les Etats-Unis se sont montrés satisfaits, ils n'ont absolument pas parlé de légalité, de droit, de respect de la constitution vénézuélienne. Leur complicité était très ouverte. Ensuite, la réaction du peuple et celle des pays latino-américains, avec la déclaration de l'OEA (Organisation des Etats Américains) qui pour la première fois s'est prononcée fermement, ont fait revenir Chavez au pouvoir. C'est un événement significatif : les peuples ont cessé d'être spectateurs, ils s'assument comme protagonistes. Je crois qu'il y a une mutation dans l'exercice des relations démocratiques.

A.S. : Les dictatures récentes, des années 70 et 80, au Brésil et en Argentine montrent cependant que le risque de retomber dans l'alternative militaire n'est pas mince.

A.P.E. : Il y a eu de fortes rumeurs au sujet d'un éventuel coup d'Etat mais personne ne veut des militaires. L'expérience de la dictature a été très dure. Les militaires n'ont jamais rien résolu, ils ne font qu'envenimer la situation, et eux-mêmes n'ont pas l'intention d'intervenir.

A bien y regarder, les militaires ne font jamais de putsch seuls, sans l'aval des Etats-Unis. Le fait que les Etats-Unis aient échoué à renverser le gouvernement Chavez à cause de la force et de l'attitude nouvelles de l'action populaire, le fait que nous arrivions petit à petit à construire des espaces de démocratie participative plus directs et que tout cela se passe en dehors des gouvernements, font qu'ils vont nuancer leurs actions. Les foyers de résistance sociale, même s'ils s'élaborent selon un processus difficile, ont changé la donne. L'action par le biais du Plan Colombie est plus probable.

A.S. : Es-tu en train d'essayer de me dire que si les ONG le veulent vraiment elles pourraient

empêcher une dictature de se mettre en place en Argentine ?

A.P.E. : Le 24 mars, c'était le 26ème anniversaire du coup d'Etat militaire de 1978 en Argentine. Plus de 50 000 personnes ont participé à une énorme manifestation à Buenos Aires. Dans cette manifestation on voyait des femmes avec leurs bébés, des familles, tous les syndicats, les enseignants, presque toutes les classes sociales. C'était comme dans les assemblées populaires, avec des représentants de ces assemblées, des piqueteros et bien d'autres. La convergence de toutes ces forces sociales c'est quelque chose de puissant.

A.S. : Mais les pressions, notamment extérieures, sont quand même très fortes. Je pense en particulier aux nouvelles directives contre le terrorisme.

A.P.E. : De toute évidence le système est très dur, les pressions du FMI et des Etats-Unis sont très fortes, les gouvernements sont faibles et totalement soumis, ils roulent pour le Nord et ne représentent pas la volonté des peuples, du Sud.

Ce que peut engendrer le manque de solutions claires, ce sont des rébellions populaires plus fortes. Le gouvernement argentin et les Etats-Unis sont prêts pour la répression. Quiconque s'oppose à ces derniers est un terroriste. Alors on criminalise les protestations sociales, les organisations sociales, la pauvreté, les enfants pauvres, les travailleurs sans travail comme les piqueteros ; on criminalise le droit du peuple à une vie juste, à lutter contre les injustices. La capacité de résistance des peuples évolue aussi avec par exemple le mouvement des paysans sans terre au Brésil, les mouvements indigènes, les mouvements pour les droits humains dans toute l'Amérique latine, les mouvements des femmes de plus en plus présents et actifs sur le plan social, politique et culturel (nous en avons eu la preuve ici, à Washington, où ce sont en majorité des femmes qui participent au tribunal de la dette).

Nous mesurons ces nouvelles réalités. Cependant, plus que la lutte contre le terrorisme, notre grande inquiétude concerne l'exode massif des jeunes qui quittent le pays faute de possibilités de travail : étudiants, diplômés, scientifiques, ingénieurs... Les processus actuels sont riches en contrastes. D'une part des gens en résistance et d'autre part, ceux qui s'en vont. D'autres encore courent après les dollars, cherchant à spéculer sur l'achat et la revente. Il y a, dans la rue, des





attac

queues très longues pour cela tout comme pour obtenir un visa auprès des ambassades.

Nous manquons d'un catalyseur, d'une force d'unité pouvant mettre en avant des projets politiques alternatifs.

A.S. : Les hommes politiques osent-ils se montrer dans la rue ?

A.P.E. : Non, très peu d'hommes politiques peuvent sortir dans la rue, car les gens les punissent : ils les insultent, ils les frappent, même chose pour beaucoup de syndicalistes corrompus, responsables eux aussi de cette situation. Excepté la CTA (Centrale des Travailleurs Argentins), qui a toujours milité auprès du peuple et qui incarne l'opposition à la grande Centrale Ouvrière complètement déconsidérée.

Ces perspectives ne sont guère encourageantes. La situation est difficile. Faisons confiance à la capacité des peuples à trouver des alternatives. Nous sommes engagés dans un processus, nous n'avons ni recettes ni solutions pour sortir de la crise mais nous travaillons dans la voie des alternatives sociales.

Contact pour cet article. Alain Saumon  
[alain.saumon@wanadoo.fr](mailto:alain.saumon@wanadoo.fr)

Rappel.

En France semaine d'actions sur la dette du 17 au 23 juin. Rassemblement devant le Ministère des Finances et le Club de Paris mercredi 19 juin 2002 à 17h30 place du Bataillon du Pacifique à l'angle du Bd de Bercy et de la rue de Bercy - Métro Bercy (ligne 6 ou 14)

Contact pour ces mobilisations. Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) 4, rue Jean Lantier - 75001 Paris - Tél. : 0144828153 - Fax : 0144828145 E-mail : [dette@ccfd.asso.fr](mailto:dette@ccfd.asso.fr) - Site internet : [www.dette2000.org](http://www.dette2000.org)

### **Le Commerce des services publics. Qui a commencé ?**

Par Stefano Costa et Claudio Portugalli  
Traduction. Stan Gir. Traducteurs bénévoles  
[coordinat@attac.org](mailto:coordinat@attac.org) (\*)

" 45 millions de citoyens US ne sont couverts par aucune assurance maladie, la privatisation des prisons est une catastrophe : Nous ne voulons pas que notre société glisse comme celle des USA vers un modèle dominé par la

seule logique du profit" Peter Julian militant du Conseil des Canadiens .

Un jour quelconque de 2010 dans une ville italienne quelconque.

Vous venez de vous lever...une belle douche bien chaude ? Pas question : depuis que la distribution de l'eau a été privatisée et qu'elle est commercialisée par une société allemande, le coût de l'eau a été multiplié par 3...

Vous allez faire faire un petit tour au chien, bon, pour l'instant les trottoirs et lampadaires n'ont pas encore été privatisés, c'est encore possible...

Vous avez pris votre courrier dans la boîte, les tarifs sont un peu plus cher depuis que le service postal est assuré par une société suédoise. Mais bon, vous le lisez en prenant le petit déjeuner et vous apercevez que vous êtes en retard pour payer l'université de la fille et qu'il y a une amende salée à payer.

Ce n'est pas que vous l'avez oublié, en réalité vous avez reculé le paiement parce que vous n'y arriviez vraiment plus : le prix de l'université est devenu très élevé depuis que l'université que fréquente votre fille est la propriété d'une multinationale U S. Mais qu'est-ce qu'on peut y faire ? Les universités sont toutes privées maintenant et en grande partie gérées par des compagnies étrangères. En plus, il y a un mois vous avez dû faire hospitaliser votre mère pour des soins de longue durée dans un hôpital appartenant à une société australienne, et voilà quelques millions de plus qui disparaissent tous les mois. D'ailleurs il n'y a pas d'alternative, les services publics d'assistance sanitaire sont réservés aux indigents sans ressources.

Pour aller au travail vous prenez maintenant la voiture car les transports publics que vous aviez toujours utilisés, sont maintenant la propriété d'une société japonaise qui a multiplié le prix du billet par 5 .

Voilà un cauchemar qui pourrait bien devenir vrai et plus vite que vous ne le pensez.

Vous vous souvenez du " Millenium Round ", le sommet de l'OMC qui, grâce aux manifestations de protestation des associations, des syndicats et des citoyens unis par le slogan " le monde n'est pas une marchandise ! ", a échoué en novembre 99 ?

Un des thèmes de ce sommet était l'accord sur la libéralisation-globalisation des services. L'



attac

AGCS, Accord Général sur le Commerce des Services, sans bruit, sans vagues, avec la transparence qui le caractérise, le Conseil Plénier de l'O M C a recommencé ses tractations en octobre dernier.

Les moyens d'information de masse se sont bien gardés d'informer les citoyens sur une question qui pourrait révolutionner leurs vies et mettre en sérieux danger leurs droits fondamentaux. Il s'agit pour les multinationales d'avoir accès à un marché énorme, estimé à 1 340 milliards de Dollars soit presque un tiers du commerce total.

Les conséquences d'un tel accord, seraient que les gouvernements des pays (et les agences gouvernementales locales) ne pourraient plus faire aucune différence entre les services publics et les entreprises privées, nationales ou internationales pour un service donné (cela se traduisant par subventions, contributions et soutiens égaux pour tous) et, dans la pratique ne pourraient pas davantage en contrôler la gestion, car ils risqueraient alors d'être dénoncés pour discrimination et " manque à gagner " pour l'entreprise privée concernée.

Cela signifie qu'il n'y aurait plus aucun contrôle démocratique (donc de la part des usagers) sur la fourniture des services y compris ceux qui correspondent à des droits fondamentaux.

L'AGCS prévoit 160 secteurs d'intervention, de la distribution de l'eau à celle de l'électricité (dont la privatisation en Italie comme dans le reste du monde est en pleine expansion), des

banques aux retraites, des transports à la culture et aux services sociaux.

Et, bien entendu, l'Enseignement et la Santé publiques: la volonté de privilégier le privé est mise en évidence même en Italie par de nombreux signaux, des " bons d'école " à la réforme lombarde de l'assistance sanitaire.

Pour informations :

<http://www.retelilliput.org>  
[www.ecn.org/socialforum/milano/](http://www.ecn.org/socialforum/milano/)  
[www.cipsi.it/contrattoacqua](http://www.cipsi.it/contrattoacqua)  
[www.forumdifesasalute.too.it](http://www.forumdifesasalute.too.it)

Contact pour cet article. Rete Lilliput, Lab. Commercio Nodo Milano – Claudio Portugalli [tatiana99@libero.it](mailto:tatiana99@libero.it) Milano Social Forum- gruppo Consumo Critico – Stefano Costa [xawcos@tin.it](mailto:xawcos@tin.it)

Rappel. Manifestation Genève 29 juin.

Appel de AdG, Agir à Gauche 01, Agraf 01, ANS, APCM, Attac Suisse, Attac Genève, Attac Jeunes, Attac (Gex), Attac Uni, CADTM, CETIM, Collectif Santé Travail Mondialisation, Comedia, Comité citoyen pour le maintien des bureaux de poste à Lau-sanne, Coordination Enseignants Genève, COTMEC, CUAE, Déclaration de Berne, l'émiliE, FSU, INWO, JA, JSS, LCR 01, LCR 74, Marche Mondiale des Femmes, MPS, PSG, PCF (Gex), Sep-tembre blanc, SIB, SIT, Solidarités, SSP/VPOD Suisse, SSP Genève, Touche pas à ma poste, Uniterre, Les Verts Suisse, Les Verts Genève

Texte de l'appel, voir Courriel d'information 338

### **Vous avez rendez-vous avec ATTAC**

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/indexfr> puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Mardi 18

AUSTRIA : Wien

ESPANA : Sevilla

FRANCE: St Nazaire – Avignon – Metz – Nancy – Paris Nord Ouest – Paris 11 – Paris 12

SUISSE SCHWEIZ : Lausanne

-- Mercredi 19

AUSTRIA : Graz – Wien

DANMARK : Blagarden – Braband

ESPANA : Barcelona - Sevilla

FRANCE: Fleury Les Aubrais – Versailles – Paris Centre – Saintes – Paris 09 10 – Paris 12 – Paris 19 – Paris 11 – Paris (rassemblement devant le Club de Paris pour l'annulation de la Dette)

SVERIGE : Stockholm

-- Jeudi 20

BELGIQUE BELGIE : Bruxelles

ESPANA : Sevilla – Huelga General

FRANCE: Rochefort – Lille – Paris Nord Ouest – Clermont Ferrand – St Maurice – Chatellerault - Brest



attac

-- Vendredi 21  
AUSTRIA : Wien  
ESPANA : Sevilla  
FRANCE: Aix en Provence – Laval - Nancy

(\*) [cooditrad@attac.org](mailto:cooditrad@attac.org) est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.